# Atelier Education nationale

5 présents : 4 enseignants (2 du secondaire, 1 du primaire, 1 retraité du secondaire) et 1 fonctionnaire territorial. 4 syndiqués à la FSU.

Se pose une question préliminaire sur l'opportunité de nous focaliser sur l'Education nationale ou d'élargir aux services publics. L'abandon ou la destruction des services publics semble être une des causes de la montée d'extrême-droite (cf. travaux de Thomas Coutrot établissant une corrélation entre l'éloignement des services publics et le vote d'extrême-droite). L'éducation nationale (EN) est spécifique. En effet, elle n'incarne pas seulement des institutions fournissant l'enseignement à la population mais représente aussi un terrain de lutte idéologique pour l'imposition des visions et divisions du monde légitimes. Les travaux de l'atelier se focalisent principalement sur l'EN.

Nos échanges se structurent en deux parties : une analyse de l'extrême droitisation dans l'Education nationale ; les outils qui pourraient être proposés par *Ripostes*. Ce compte-rendu n'est pas un travail abouti mais une esquisse des pistes pour un programme de lutte, à discuter et affiner.

## 1. Montée de l'extrême-droite dans l'Education nationale. Origines et manifestations.

Les écoles, collèges et lycées publics sont fragilisés par une quarantaine d'années de politique pro-marchande et des pratiques inspirées du Nouveau Management Public. Les professionnel.les de l'Education nationale exercent dans des conditions de plus en plus difficiles (effectifs par classe en hausse, locaux délabrés, surcharge du travail administratif et des dispositifs d'évaluation/du contrôle), avec un pouvoir d'achat et un statut social fragilisés. Dans ce contexte, l'institution et en particulier la profession d'enseignant qu'on pouvait croire intrinsèquement liée à l'universalisme, au progressisme et donc à l'opposition à l'extrême-droite, devient plus poreuse à ses idées.
Dès les élections de 2017, le programme du FN/RN cherche à séduire les fonctionnaires, parmi lesquel.es les enseignant.es.On identifie trois terrains particuliers où se manifestent la pénétration des idées d'extrême-droite dans l'EN : les discours sur le nécessaire retour de l'autorité en classe; transformation de la laïcité en une politique islamophobe ; attaques contre des enseignements et des outils d'égalité des genres, des « minorités » LGBTQ+ (ex. abécédaires de l'égalité, vie sentimentale et sexuelle/VARS). Cette extrême-droitisation est portée par le RN et les groupes proches de Zemmour mais aussi et peut-être d'abord par les gouvernements. Ainsi, c'est Gabriel Attal, ministre macroniste de l'EN, qui a pu se faire le champion de cette vision autoritaire de l'école et, plus récemment, reprendre à son compte des propositions marquées par l'islamophobie.

## 2. <u>Outils de Ripostes</u>

Des outils et initiatives de lutte contre l'ED dans l'Education nationale existent notamment grâce aux syndicats, associations professionnelles, le VISA. Le café pédagogique ou le Collectif Riposte Education peuvent aussi porter ces combats. A ce stade, *Ripostes* peut servir de plateforme qui rassemble et relaie les informations et éventuellement permet aux résistant.es d'échanger/partager des pratiques et des expériences. Une rubrique sur l'EN s'adresserait à quatre publics plus ou moins différents : les professionnel.les, les militant.es anti-fascistes, les parents d'élèves (et/ou élèves), les citoyen.nes.

Plusieurs pistes concrètes sont identifiées, essentiellement relatives au site de *Ripostes* qui pourrait s'enrichir des informations suivantes :

- En vue des municipales 2026, il serait opportun de relayer des informations sur la gestion des écoles primaires par les mairies d'extrême droite : le hiatus entre les programmes et la ligne politique réelle serait à souligner. Ce travail peut être fait à différents niveaux dans la mesure où différents acteurs gèrent les différents types d'établissements (lycées par les régions, par exemple).
- Relayer les évènements ou autres informations concernant le soutien des enseignant.es qui subissent des attaques de la part de *Parents vigilants* et/ou de l'institution elle-même.
- Les publications ou formations sur l'anti-racisme, l'anti-autoritarisme et l'égalité dans l'éducation et l'enseignement (ex. Sud Education 93, *Entrer en pédagogie antiraciste. D'une lutte syndicale à des outils pour l'émancipation*, 2023). De fait, l'institution elle-même ne fait pas la promotion ni n'impose des formations de ce type, hormis celles concernant la laïcité (souvent dans une ligne qui permet d'ailleurs de tempérer une mise en œuvre des textes législatifs conforme aux vœux de l'extrême droite).
- Informations sur l'enseignement privé souvent élitiste, financé par l'argent public, pas toujours respectant les principes républicains et soutenus par l'ED (ex. Bétharram, collège-lycée Stanislas)